



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 31 ΜΑΡΤΙΟΥ 1970

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
76

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

Ν.Δ. 495. Περί κυρώσεως τῆς μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας Συμφωνίας ἀπὸ 9ης Ἀπριλίου 1969 ἀφορώσης εἰς τὰς ὁδικὰς μεταφορὰς. 1

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

250. Περί συστάσεως τακτικῶν θέσεων παρὰ τῷ Ν.Π.Δ.Δ. «Ίδρυμα-Σιβιτανίδειος Δημοσία Σχολὴ Τεχνῶν καὶ Ἑπαγγελμάτων», κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ Ν.Δ. 169)69. 2

251. Περί τροποποιήσεως τοῦ ὑπ' ἀριθ. 36)1968 Β. Δ. «περὶ παροχῆς προσωρινῶν χρηματικῶν βοηθημάτων εἰς Χανσενικούς ναυτικούς» (ΦΕΚ 8 Α'). ... 3

252. Περί παροχῆς ἀδείας εἰς τὴν Α.Ε. «ΒΙΟΧΑΛΚΟ—ΑΔΟΥΜΙΝΙΟΝ» ὅπως μεταβιβάση ἀπαλλοτριωθείσαν ὑπὲρ αὐτῆς ἔκτασιν 50.550 τ.μ. εἰς Οἰνόφυτα Βοιωτίας, εἰς τὴν Α.Ε. «ΒΙΟΧΑΛΚΟ—ΚΑΛΩΔΙΑ». 4

ΑΠΟΦΑΣΕΙΣ

Περί τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως ἀποφάσεως Ν.Ε. (συν. 1344)1)3.11.64) «περὶ ἐλέγχου πωλήσεων ἐπὶ πιστώσει». 5

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 495

Περί κυρώσεως τῆς μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας Συμφωνίας ἀπὸ 9ης Ἀπριλίου 1969 ἀφορώσης εἰς τὰς ὁδικὰς μεταφορὰς.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαιμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἐφ' ὅσον μόνον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν νόμου ἡ ἐν Ἀθήναις ὑπογραφείσα τὴν 9ην Ἀπριλίου 1969 Συμφωνία ἐπὶ τῶν ὁδικῶν μεταφορῶν μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας, ἥς τὸ κείμενον ἔχει ἐν προ-

τάτῳ εἰς τὴν Γαλλικὴν καὶ ἐν Ἑλληνικῇ μεταφράσει ὡς ἀκολουθῶς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 21 Μαρτίου 1970

Ἐν Ὄνόματι τοῦ Βασιλέως
Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΖΩΪΤΑΚΗΣ

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ
Ο ΠΡΩΘΥΠΟΥΡΓΟΣ

Γ. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ Α'
ΣΤΥΛ. ΠΑΤΤΑΚΟΣ

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ Β'
ΔΗΜ. ΠΑΤΙΑΝΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

ΝΙΚ. ΜΑΚΑΡΕΖΟΣ, ΠΑΝΑΓ. ΠΙΠΙΝΕΛΗΣ, ΗΛ. Γ. ΚΤΡΙΑΚΟΠΟΥΛΟΣ, ΑΔΑΜ. ΑΝΔΡΟΤΤΣΟΠΟΥΛΟΣ, ΛΟΤΚ. ΠΑΤΡΑΣ, ΙΩΑΝ. ΑΓΑΘΑΓΓΕΛΟΣ, ΕΜΜΑΝ. ΦΘΕΝΑΚΗΣ, ΙΩΑΝ. ΧΟΛΕΒΑΣ, ΙΩΑΝ. ΠΑΠΑΒΛΑΧΟΠΟΥΛΟΣ, ΚΩΝΣΤ. ΚΤΡΑΙΟΣ, ΑΠΟΣΤ. ΒΟΓΙΑΤΖΗΣ, ΚΩΝΣΤ. ΠΑΠΑΔΗΜΗΤΡΙΟΥ, ΠΑΝΑΓ. ΤΖΕΒΕΛΕΚΟΣ, ΓΕΩΡΓ. ΒΑΛΛΗΣ.

Ἐδεδωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 24 Μαρτίου 1970

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΗΛΙΑΣ Γ. ΚΥΡΙΑΚΟΠΟΥΛΟΣ

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE GRECE
ET

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE

Désireux de favoriser les transports routiers de voyageurs et de marchandises entre les deux Etats, ainsi que le transit à travers leur territoire, sont convenus de ce qui suit :

Article 1

Les entreprises établies en France ou en Grèce sont autorisées à effectuer des transports de voyageurs ou de marchandises au moyen de véhicules immatriculés dans l'un ou l'autre des deux Etats, soit entre les territoires des deux Parties Contractantes, soit en transit sur le territoire de l'une ou l'autre des Parties Contractantes, dans les conditions définies par le présent Accord.

I. TRANSPORTS DE VOYAGEURS

Article 2

Tous les transports de voyageurs entre les deux Etats, ou en transit par leur territoire, effectués au moyen de véhicules aptes à transporter plus de huit personnes assises, non compris le conducteur, sont soumis au régime de l'autorisation préalable, à l'exception des transports visés à l'article 3 du présent Accord.

Article 3

1) Ne sont pas soumis au régime de l'autorisation préalable les transports touristiques occasionnels répondant aux conditions suivantes :

a) le véhicule transporte sur tout le trajet le même groupe de voyageurs et revient à son point de départ sans charger ni déposer de voyageurs en cours de route.

b) le transport ne doit pas être effectué de nuit ni comporter des étapes journalières excédant cinq cents kilomètres environ sur le territoire de l'une ou l'autre des parties contractantes.

2) Les entreprises doivent établir une déclaration dont le modèle est approuvé d'un commun accord par les autorités compétentes des deux Etats.

Article 4

1) La demande d'autorisation pour les services réguliers doit être adressée à l'autorité compétente du pays d'immatriculation du véhicule. Elle doit être accompagnée des renseignements suivants :

- a) période d'exploitation et fréquence ;
- b) projet d'horaire ;
- c) projet de tarif ;
- d) schéma de l'itinéraire ;
- e) éventuellement, conditions particulières d'exploitation.

2) Si l'autorité compétente de l'Etat où le véhicule est immatriculé à l'intention de donner suite à la demande mentionnée à l'alinéa 1, elle transmet un exemplaire de la demande à l'autorité compétente de l'autre Partie Contractante.

3) L'autorité compétente de chaque Partie Contractante délivre l'autorisation pour son propre territoire et transmet sans retard une copie de cette autorisation à l'autorité compétente de l'autre Partie Contractante.

4) Les autorités compétentes délivrent les autorisations, en principe, sur la base de la réciprocité.

Article 5

Les demandes d'autorisation pour les transports de voyageurs qui ne répondent pas aux conditions mentionnées aux articles 2 et 4 du présent Accord doivent être soumises par le transporteur aux autorités compétentes de l'autre Partie Contractante.

II. TRANSPORTS DE MARCHANDISES

Article 6

Tous les transports de marchandises entre les deux Etats, ou en transit sur leur territoire, sont soumis au régime de l'autorisation préalable, à l'exception des transports mentionnés à l'article 9 du présent Accord.

Article 7

1. Les autorisations sont de deux types :

a) autorisations au voyage, valables pour un ou plusieurs transports et dont la durée de validité ne peut dépasser trois mois ;

b) autorisations à temps, valables pour un nombre indéterminé de transports et dont la durée de validité est d'un an.

2. L'autorisation de transport confère au transporteur le droit de prendre en charge, au retour des marchandises.

Article 8

Les autorités compétentes du pays d'immatriculation des véhicules délivrent les autorisations pour le compte de l'autre Partie Contractante, dans la limite des contingents fixés annuellement d'un commun accord par les autorités compétentes des deux Parties Contractantes.

Article 9

Ne sont pas soumis à autorisation :

a) les transports de bagages par remorques adjoindues aux véhicules destinés aux transports de voyageurs, ainsi que les transports de bagages par tout autre genre de véhicule à destination ou en provenance des aéroports ;

b) les transports postaux ;

c) l'entrée des véhicules de dépannage et de remorquage, ainsi que le transport des véhicules endommagés ;

d) les transports funéraires au moyen de véhicules spécialement aménagés à cet effet.

Article 10

Sont soumis à autorisation, mais placés hors contingent :

a) les transports de marchandises au moyen de véhicules automobiles dont le poids total en charge (y compris celui des remorques) n'excède pas six tonnes ;

b) les transports d'objets et d'œuvres d'art destinés à des foires, à des expositions ou à des démonstrations ;

c) les transports occasionnels d'objets et de matériels destinés exclusivement à la publicité ou à l'information ;

d) les transports de déménagements effectués par des entreprises disposant de personnel et de matériel spécialisés ;

e) les transports de matériels, d'accessoires et d'animaux à destination ou en provenance de manifestations théâtrales, musicales, cinématographiques, sportives, de cirques, de foires ou de kermesses, ainsi que ceux destinés aux enregistrements radiophoniques, aux prises de vues cinématographiques ou à la télévision.

Article 11

1. Les autorisations sont imprimées dans les langues des deux Parties Contractantes, selon des modèles arrêtés d'un commun accord par leurs autorités compétentes.

2. Ces autorités se transmettent en blanc les autorisations nécessaires pour effectuer les transports soumis au présent Accord.

Article 12

1. Les entreprises établies sur le territoire d'une des Parties Contractantes ne peuvent effectuer des transports de marchandises au départ du territoire de l'autre Partie Contractante à destination d'un pays tiers, et vice-versa, dans l'autorisation spéciale des autorités compétentes de cette autre partie contractante.

2. Les autorisations spéciales sont délivrées sur la base de la réciprocité.

III. DISPOSITIONS GENERALES

Article 13.

Sont interdits les transports internes de voyageurs ou de marchandises effectués entre deux lieux situés sur le territoire d'une Partie Contractante, au moyen d'un véhicule immatriculé sur le territoire de l'autre Partie Contractante.

Article 14.

1. Les entreprises qui effectuent, au moyen de véhicules immatriculés dans l'un des Etats, sur le territoire de l'autre Partie Contractante, des transports régis par le présent Accord, sont exonérées des impôts sur les transports et des taxes de circulation, dans la mesure et selon les conditions fixées par le Protocole visé à l'article 24 du présent Accord.

2. Toute modification de la législation fiscale dans l'un ou l'autre des deux Etats donnera lieu à une concertation de leurs autorités compétentes au sein de la Commission mixte instituée par l'article 23 du présent Accord.

Article 15.

1. Les autorités compétentes délivrent gratuitement les autorisations prévues par le présente Accord.

2. Les autorisations de transport doivent se trouver à bord des véhicules et être présentées à toute réquisition des agents chargés du contrôle.

3. Les autorisations doivent être accompagnées d'un compte rendu de transport qui est timbré par le service des douanes à l'entrée et la sortie du territoire de l'Etat pour lequel elles sont valables.

4. Les dispositions prévues aux alinéa 2 et 3 s'appliquent également aux déclarations visées à l'article 3 du présent Accord.

Article 16.

Les membres de l'équipage du véhicule peuvent importer en franchise et sans autorisation d'importation leurs effets personnels et l'outillage nécessaire à leur profession pour la durée de leur séjour dans le pays d'importation. Ils peuvent réexporter ces articles sans autorisation.

Article 17.

Les pièces détachées destinées à la réparation d'un véhicule effectuant un transport visé par le présent Accord sont admissibles en franchise de droits et taxes d'entrée et sans prohibitions ni restrictions d'importation, à condition d'être placées sous le couvert d'un titre d'admission temporaire. Les pièces remplacées seront exportées ou détruites sous le contrôle du service des douanes.

Article 18.

Les conditions d'admission du carburant contenu dans le réservoir des véhicules sont fixées sur la base de la réciprocité, conformément aux dispositions de l'article 4 de la Convention douanière relative à l'importation temporaire des véhicules routiers commerciaux, signée à Genève le 18 mai 1956.

Article 19.

Le règlement mutuel des dettes et des créances découlant des dispositions du présent Accord s'effectue conformément aux dispositions de l'Accord de paiement en vigueur entre la France et la Grèce.

Article 20.

1. La réglementation interne de chaque Partie Contractante s'applique à toutes les questions qui ne sont pas réglées par le présent Accord.

2. En matière de dimensions et de poids des véhicules automobiles, chacune des Parties Contractantes s'engage à ne pas soumettre les véhicules immatriculés dans l'autre Etat à des conditions plus restrictives que celles applicables aux véhicules immatriculés sur son propre territoire.

Article 21.

1. En cas de violation des disposition du présent Accord, commise sur le territoire d'une des Parties Contractantes, les autorités compétentes du pays d'immatriculation du véhicule sont tenues, à la demande des autorités compétentes de l'autre Partie Contractante, d'appliquer l'une des sanctions suivantes:

a) avertissement simple;

b) avertissement avec mention qu'en cas de récidive il y aura lieu d'appliquer la mesure prévue à la lettre c du présent article;

c) retrait de l'autorisation prévue par le présent Accord, à titre temporaire ou définitif.

2. Les autorités qui prennent la sanction sont tenues d'en informer celles qui l'ont demandée.

Article 22.

Les Parties Contractantes se font connaître les services compétents pour prendre les mesures définies par le présent Accord et pour échanger tous les renseignements nécessaires, statistiques ou autres.

Article 23.

1. Pour permettre la bonne exécution des dispositions du présent Accord, les deux Parties Contractantes instituent une Commission mixte.

2. Ladite Commission se réunit à la demande de l'une des Parties Contractantes, alternativement sur le territoire de chacune des Parties Contractantes.

3. Les conclusions de la Commission mixte sont soumises à l'approbation des autorités compétentes de chaque Partie Contractante dans la mesure où cela apparaît nécessaire.

Article 24.

1. Les Parties Contractantes règlent les modalités d'application du présent Accord par un Protocole signé en même temps que ledit Accord.

2. La Commission instituée à l'article 23 du présent Accord est compétente pour modifier éventuellement ledit Protocole.

Article 25.

1. Le présent Accord entrera en vigueur à la date du 1er juillet 1969.

2. L'Accord sera valable un an à partir de la date de son entrée en vigueur. Il sera prorogé tacitement d'année en année, sauf dénonciation par l'une des Parties Contractantes trois mois au moins avant l'expiration de sa validité.

Fait à Athènes, le 9 avril 1969, en deux exemplaires originaux, en langue française.

Pour le Gouvernement
du Royaume de Grèce

Pour le Gouvernement de
la République Française

GEORGES TSISTOPOULOS JACQUES BAIEYENS

Σ Υ Μ Φ Ω Ν Ι Α

Μεταξύ της Κυβερνήσεως του Βασιλείου της Ελλάδος και της Κυβερνήσεως της Γαλλικής Δημοκρατίας αφορώσα εις τὰς Διεθνείς Ὀδικὰς Μεταφοράς.

Η ΚΥΒΕΡΝΗΣΙΣ ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ ΚΑΙ Η ΚΥΒΕΡΝΗΣΙΣ ΤΗΣ ΓΑΛΛΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ἐν τῇ ἐπιθυμίᾳ των ὅπως διευκολύνουν τὰς ὀδικὰς μεταφοράς ἐπιβατῶν καὶ ἐμπορευμάτων μεταξὺ τῶν δύο Κρατῶν ὡς καὶ τὰς ὑπὸ διαμετακόμισιν ὁμοίας μέσῳ τῶν ἐδαφῶν των, συνεφώνησαν τὰ ἀκόλουθα:

Ἄρθρον 1.

Αἱ ἐπιχειρήσεις αἱ ἐγκατεστημέναι εἰς Γαλλίαν ἢ Ἑλλάδα δύνανται νὰ ἐκτελοῦν μεταφοράς ἐπιβατῶν ἢ ἐμπορευμάτων δι' αὐτοκινήτων ἀπογεγραμμένων εἰς τὸ ἓν ἢ τὸ ἕτερον τῶν δύο Κρατῶν, εἴτε μεταξὺ τῶν ἐδαφῶν τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν, εἴτε ὑπὸ διαμετακόμισιν μέσῳ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἐνὸς ἢ τοῦ ἄλλου τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ὑπὸ τοὺς ὅρους τοὺς καθοριζομένους ὑπὸ τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ι. ΜΕΤΑΦΟΡΑΙ ΕΠΙΒΑΤΩΝ

Ἄρθρον 2.

Ὅλαι αἱ μεταφοραὶ ἐπιβατῶν μεταξὺ τῶν δύο Κρατῶν ἢ ὑπὸ διαμετακόμισιν διὰ μέσῳ τοῦ ἐδάφους αὐτῶν, ἐκτελούμεναι δι' ὀχημάτων ἱκανῶν νὰ μεταφέρωσι περισσότερα τῶν ὀκτὼ προσώπων καθ' ἑκάστην, μὴ συμπεριλαμβανομένου τοῦ ὁδηγοῦ, ὑπόκεινται εἰς τὸ καθεστὼς τῆς ἀδείας, ἐξαιρέσει τῶν μεταφορῶν περὶ ὧν τὸ ἄρθρον 3 τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἄρθρον 3.

1. Δὲν ὑπόκεινται εἰς τὸ καθεστὼς τῆς ἀδείας αἱ ἑκτακτοὶ Τουριστικαὶ μεταφοραὶ αἱ ἀνταποκρινόμεναι εἰς τοὺς κάτωθι ὅρους:

α) Τὸ ὄχημα μεταφέρει καθ' ὅλην τὴν διαδρομὴν τὴν αὐτὴν ὁμάδα ἐπιβατῶν καὶ ἐπιστρέφει εἰς τὸν τόπον ἀναχωρήσεως χωρὶς νὰ ἐπιβιβάσῃ ἢ νὰ ἀποβιβάσῃ καθ' ὁδὸν ἐπιβάτας.
β) Ἡ μεταφορὰ δὲν πρέπει νὰ ἐκτελῇται κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς νυκτός, οὔτε νὰ περιλαμβάνῃ ἡμερησίας διαδρομὰς ἀνωτέρας τῶν πεντακοσίων περίπου χιλιομέτρων ἐντὸς τοῦ ἐδάφους τοῦ ἐνὸς ἢ τοῦ ἑτέρου τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

2. Αἱ ἐπιχειρήσεις δέον νὰ καταρτίζουσιν δῆλωσιν, τῆς ὁποίας τὸ σχέδιον ἐγκρίνεται διὰ κοινῆς συμφωνίας ὑπὸ τῶν ἀρμοδίων ἀρχῶν τῶν δύο Κρατῶν.

Ἄρθρον 4.

1. Ἡ αἴτησις πρὸς χορήγησιν ἀδείας διὰ τὰς τακτικὰς ἐπιβατικὰς ὑπηρεσίας δέον νὰ ἀπευθύνεται εἰς τὴν ἀρμοδίαν ἀρχὴν τῆς Χώρας ἀπογραφῆς τοῦ ὀχήματος. Αὕτη δέον νὰ συν-οδεύηται ἀπὸ τὰς ἐξῆς πληροφορίας:

- α) περίοδον καὶ συχνότητα ἐκμεταλλεύσεως.
- β) ὥραριον
- γ) τιμολόγιον
- δ) ὁρομολόγιον
- ε) ἐνδεχομένως εἰδικούς ὅρους ἐκμεταλλεύσεως.

2. Ἐὰν ἡ ἀρμοδία ἀρχὴ τοῦ Κράτους, εἰς ὃ εἶναι ἀπογεγραμμένον τὸ ὄχημα προτίθεται νὰ δώσῃ συνέχειαν εἰς τὴν ἐν τῇ παραγράφῳ 1 ἀναφερομένην αἴτησιν, μεταβιβάζει ἐν ἀντίγραφον αὐτῆς εἰς τὴν ἀρμοδίαν ἀρχὴν τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους.

3. Ἡ ἀρμοδία ἀρχὴ ἐκάστου Συμβαλλομένου Μέρους χορηγεῖ τὴν ἀδειαν διὰ τὴν διαδρομὴν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους αὐτοῦ καὶ διαβιβάζει ἄνευ καθυστέρησεως ἐν ἀντίτυπον αὐτῆς εἰς τὴν ἀρμοδίαν ἀρχὴν τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους.

4. Αἱ ἀρμοδίαι ἀρχαὶ χορηγοῦν τὰς ἀδείας βάσει τῆς ἀρχῆς τῆς ἀμοιβαιότητος.

Ἄρθρον 5.

Αἱ αἰτήσεις ἀδειῶν διὰ τὰς μεταφορὰς ἐπιβατῶν αἰτίνες δὲν ἀνταποκρίνονται εἰς τοὺς ὅρους, τοὺς ἀναφερομένους εἰς

τὰ ἄρθρα 3 καὶ 4 τῆς παρούσης Συμφωνίας δέον νὰ ὑποβάλλωνται ὑπὸ τῶν μεταφορῶν εἰς τὰς ἀρμοδίας ἀρχὰς τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους.

ΙΙ. ΜΕΤΑΦΟΡΑΙ ΕΜΠΟΡΕΥΜΑΤΩΝ

Ἄρθρον 6.

Ὅλαι αἱ μεταφοραὶ ἐμπορευμάτων μεταξὺ τῶν δύο Κρατῶν ἢ αἱ ὑπὸ διαμετακόμισιν τοιαῦτα μέσῳ τῶν ἐδαφῶν των, ὑπόκεινται εἰς τὸ καθεστὼς τῆς ἀδείας, ἐξαιρέσει τῶν μεταφορῶν τῶν ἀναφερομένων εἰς τὸ ἄρθρον 9 τῆς παρούσης Συμφωνίας.

Ἄρθρον 7.

1. Αἱ ἀδειαι εἶναι δύο τύπων:

α) Ἀδειαι ταξιδίου, ἰσχύουσαι διὰ μίαν ἢ περισσότερας μεταφορὰς, ὧν ἡ διάρκεια ἰσχύος δὲν δύναται νὰ ὑπερβῇ τὸ τρίμηνον.

β) Ἀδειαι διαρκείας ἰσχύουσαι δι' ἓνα ἀκαθόριστον ἀριθμὸν μεταφορῶν ἰσχύος ἐνὸς ἔτους.

2. Ἡ ἀδεια μεταφορᾶς ἐπιτρέπει εἰς τὸν μεταφορέα νὰ φορτῶν ἢ ἐμφορεύματα κατὰ τὴν ἐπιστροφήν.

Ἄρθρον 8.

Αἱ ἀρμοδίαι ἀρχαὶ τῆς Χώρας ἀπογραφῆς τῶν ὀχημάτων ἐκδίδουσιν τὰς ἀδείας διὰ λογαριασμὸν τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, ἐντὸς τοῦ ὁρίου τῶν ποσοστῶσεων τῶν ὀριζομένων ἐτησίως διὰ κοινῆς συμφωνίας ὑπὸ τῶν ἀρμοδίων ἀρχῶν τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν.

Ἄρθρον 9.

Δὲν ὑπόκεινται εἰς τὸ καθεστὼς τῆς ἀδείας:

α) Αἱ μεταφοραὶ ἀποσκευῶν διὰ ρυμουλκουμένων προσηρητημένων εἰς ὀχήματα μεταφορᾶς ἐπιβατῶν, ὡς καὶ αἱ μεταφοραὶ ἀποσκευῶν δι' ὀχημάτων πάσης κατηγορίας προορισμοῦ ἢ προελεύσεως ἀερολιμένων.

β) Αἱ ταχυδρομικαὶ μεταφοραὶ.

γ) Ἡ εἰσδοὺς ὀχημάτων ἐπισκευῆς καὶ ρυμολκῆσεως ὡς καὶ ἡ μεταφορὰ ὀχημάτων ἄτινα ὑπέστησαν βλάβην.

Ἄρθρον 10.

Ὑπόκεινται εἰς ἀδειαν ἐκτὸς ποσοστῶσεως:

α) Αἱ μεταφοραὶ ἐμπορευμάτων δι' αὐτοκινήτων ὀχημάτων ὧν τὸ ὀλικὸν μικτὸν βάρος (συμπεριλαμβανομένου καὶ τοῦ βάρους τῶν ρυμουλκουμένων) δὲν ὑπερβαίνει τοὺς 6 τόννους.

β) Αἱ μεταφοραὶ ἀντικειμένων καὶ ἔργων τέχνης, προοριζομένων δι' ἐμποροπανηγύρεις, ἐκθέσεις, ἢ ἐπιδείξεις.

γ) Αἱ ἑκτακτοὶ μεταφοραὶ ἀντικειμένων καὶ ὕλικῶν προοριζομένων ἀποκλειστικῶς διὰ διαφήμισιν καὶ διὰ πληροφορίας.

δ) Αἱ μεταφοραὶ μετοικήσεως ἐκτελούμεναι παρὰ ἐπιχειρήσεων, αἰτίνες διαδέτου ἢ προσωπικῶν καὶ ὕλικὰ ἐιδικευμένα.

ε) Αἱ μεταφοραὶ ὕλικῶν, ἐξαρτημάτων καὶ ζώων προορισμοῦ ἢ προελεύσεως ἐκδηλώσεων θεατρικῶν, μουσικῶν κινηματογραφικῶν, ἀθλητικῶν, τσίρκων, ἢ πανηγύρεων ὡς καὶ αἱ προοριζόμεναι διὰ ραδιοφωνικὰς ἐγγραφὰς καὶ διὰ κινηματογραφικὰς ἢ τηλεοπτικὰς λήψεις.

Ἄρθρον 11.

1. Αἱ ἀδειαι ἐκτυποῦνται εἰς τὰς γλώσσας τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν συμφώνως πρὸς σχέδια καθοριζόμενα διὰ κοινῆς συμφωνίας τῶν ἀρμοδίων ἀρχῶν αὐτῶν.

2. Αἱ ἀρμοδίαι ἀρχαὶ διαβιβάζουσιν ἐν λευκῷ, τὰς ἀναγκαίας ἀδείας διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν μεταφορῶν τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τῆς παρούσης συμφωνίας.

Ἄρθρον 12.

1. Αἱ ἐπιχειρήσεις αἱ ἐγκατεστημέναι ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἐνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν δὲν δύνανται νὰ ἐκτελοῦν μεταφορὰς ἐμπορευμάτων ἐκ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους μετ' προορισμὸν μίαν τρίτην χώραν, καὶ ἀντιστρόφως, ἄνευ εἰδικῆς ἀδείας τῶν ἀρμοδίων ἀρχῶν αὐτοῦ τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους.

2. Αι ειδικαί άδειαι χορηγούνται βάσει της άρχης της άμοι-
αιότητος.

III. ΓΕΝΙΚΑΙ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

Άρθρον 13.

Άπαγορεύονται αι έσωτερικαί μεταφοραί επιβατών και έμ-
πορευμάτων αι εκτελούμεναι μεταξύ δύο σημείων κειμένων επί
του εδάφους του ενός Συμβαλλομένου Μέρους, μέσω οχήματος
άπογεγραμμένου επί του εδάφους του έτέρου Συμβαλλομένου
Μέρους.

Άρθρον 14.

1. Αι επιχειρήσεις αίτινες εκτελούν μεταφοράς διαπομένας
υπό της παρούσης συμφωνίας μέσω οχημάτων άπογεγραμμέ-
νων εντός ενός των Κρατών, επί του εδάφους του έτέρου Συμ-
βαλλομένου Μέρους, απαλλάσσονται των δασμών επί των με-
ταφορών και των τελών κυκλοφορίας, κατά τó μέτρον και υπό
τους όρους τους καθοριζόμενους υπό του Πρωτοκόλλου του
προβλεπομένου εις τó άρθρον 24 της παρούσης Συμφωνίας.

2. Πάσα τροποποίησις της φορολογικής νομοθεσίας του
ένος ή του άλλου των δύο Κρατών συνεπάγεται την συνεν-
νόησιν των άρμοδίων αρχών εις τους κόλπους της Μικτής
Έπιτροπής της όριζομένης υπό του άρθρου 23 της παρούσης
Συμφωνίας.

Άρθρον 15.

1. Αι άρμόδιαι αρχαί χορηγούν άτελώς τας άδείας τας προ-
ελεπομένας υπό της παρούσης Συμφωνίας.

2. Αι άδειαι μεταφορών δέον νά συνοδεύουν τά όχήματα και
νά επιδεικνύονται, έφ' όσον ζητούνται εις τά έντεταλμένα
όργανα έλέγχου.

3. Αι άδειαι δέον νά συνοδεύονται δι' ενός δελτίου μεταφο-
ράς, όπερ σφραγίζεται υπό της Τελωνειακής Έπιτροπής κατά
την είσοδον και την έξοδον εκ της χώρας διά την όποίαν
τούτο ίσχύει.

4. Αι διατάξεις των παραγράφων 2 και 3 εφαρμόζονται
όμοίως και εις τας δηλώσεις τας προβλεπομένας υπό του άρ-
θρου 3 της παρούσης Συμφωνίας.

Άρθρον 16:

Τά μέλη του πληρώματος των οχημάτων δύνανται νά εισ-
άγουν άτελώς και άνευ άδείας εισαγωγής τά άτομικά των
χρειώδη και τά εργαλεία τά απαραίτητα εις τó επάγγελμά
των, διά τόν χρόνον της παραμονής των εις την χώραν εισα-
γωγής. Ούτοι δύνανται νά εξαγάγουν εκ νέου τά αντικείμενα
ταύτα άνευ άδείας.

Άρθρον 17.

Τά άνταλλακτικά τά προοριζόμενα δι' έπισκευήν οχήματος
εκτελούντος μεταφοράς διαπομένας υπό της παρούσης Συμφω-
νίας εισάγονται άπηλλαγμένα δασμών και εισαγωγικών δικαιω-
μάτων και άνευ άπαγορεύσεων ή περιορισμών εισαγωγής, υπό
τόν όρον ότι ταύτα θά συνοδεύονται υπό τίτλου προσωρινής
εισαγωγής.

Τά αντικατασταθέντα τεμάχια δέον νά επανεξάγουνται ή
νά κατατρέφονται υπό τόν έλεγχον της τελωνειακής ύπηρε-
σίας.

Άρθρον 18.

Οί όροι παραδοχής του καυσίμου του περιεχομένου εντός
της αποθήκης των οχημάτων καθορίζονται επί τη βάση της
άρχης της άμοιαιότητος, συμφώνως προς τας διατάξεις του
άρθρου 4 της Τελωνειακής Συμφωνίας της σχετικής με την
προσωρινήν εισαγωγήν των οδικών έμπορευματικών οχημάτων.
υπογραφείσης εν Γενεύη την 18 Μαΐου 1956.

Άρθρον 19.

Η άμοιαιά τακτοποίησις πιστώσεων και χρεώσεων άπορ-
ρευσών εκ των διατάξεων της παρούσης Συμφωνίας διενερ-
γείται συμφώνως προς τας διατάξεις της εν ισχύϊ Συμφω-
νίας πληρωμών μεταξύ Γαλλίας και Έλλάδος.

Άρθρον 20.

1. Οί έσωτερικοί κανονισμοί εκάστου Συμβαλλομένου Με-
ρους εφαρμόζονται εις άπαντα τά θέματα άτινα δέν ρυθμίζον-
ται υπό της παρούσης Συμφωνίας.

2. Όσον άφορά τας διαστάσεις και τó βάρος των αυτο-
κινήτων οχημάτων, εκάστον των Συμβαλλομένων Μερών, υπο-
χρεούται όπως μη υποβάλλη τά όχήματα τά άπογεγραμμένα
έντός του έτέρου Κράτους εις όρους περισσότερον περιοριστι-
κούς εκείνων οιτινες εφαρμόζονται επί των οχημάτων των
άπογεγραμμένων επί του ίδιου αυτού εδάφους.

Άρθρον 21.

1. Εις περίπτωσην παραβάσεως των όρων της παρούσης
Συμφωνίας διαπραχθείσης επί του εδάφους του ενός των
Συμβαλλομένων Μερών, αι άρμόδιαι αρχαί της χώρας άπο-
γραφής του οχήματος όφείλουν, τη αίτήσει των άρμοδίων
αρχών του έτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, νά επιβάλουν μίαν
των κάτωθι κυρώσεων:

α) Άπλην προειδοποίησιν.

β) Προειδοποίησιν εις ήν θά γίνεται μνεία ότι εις περι-
πτώσιν επαναλήψεως θά εφαρμοσθή τó μέτρον τó προβλεπ-
μενον εις τó εδάφιο γ του παρόντος άρθρου.

γ) Προσωρινή ή όριστική άνάκλησις της άδείας εκτελέ-
σεως των υπό της παρούσης Συμφωνίας προβλεπομένων μετα-
φορών.

2. Αι αρχαί αι όποιαί επιβάλλουν την ποινήν όφείλουν νά
πληροφορούν σχετικώς τας αρχάς αίτινες ήτήσαντο αυτήν.

Άρθρον 22.

Τά Συμβαλλόμενα Μέρη γνωστοποιούν τας ύπηρεσίας αι-
τινες είναι άρμόδιαι διά την λήψιν των μέτρων των καθορι-
ζόμενων υπό της παρούσης Συμφωνίας και διά την άνταλλα-
γήν άпасών των άπαιρητήτων πληροφοριών, στατιστικών ή
έτέρων.

Άρθρον 23.

1. Διά την καλήν εφαρμογήν των διατάξεων της παρούσης
Συμφωνίας, τά δύο Συμβαλλόμενα Μέρη συνιστούν μίαν Μι-
κτήν Έπιτροπήν.

2. Η ειρημένη Έπιτροπή συνέρχεται τη αίτήσει του ενός
των Συμβαλλομένων Μερών, έναλλάξ επί του εδάφους εκά-
στου των Συμβαλλομένων Μερών.

3. Αι αποφάσεις της Μικτής Έπιτροπής ύπόκεινται εις
την έγκρισιν των άρμοδίων αρχών εκάστου Συμβαλλομένου
Μέρους, εις ός περιπτώσεις τούτο κρίνεται αναγκαίον.

Άρθρον 24.

1. Τά Συμβαλλόμενα Μέρη ρυθμίζουν τόν τρόπον εφαρμο-
γής της παρούσης Συμφωνίας δι' ενός Πρωτοκόλλου υπογρα-
φομένου ταυτοχρόνως μετά της έν λόγω Συμφωνίας.

2. Η Έπιτροπή ή συνιστωμένη διά του άρθρου 23 της πα-
ρούσης Συμφωνίας είναι άρμόδια διά την τροποποίησιν του
ώς άνω Πρωτοκόλλου.

Άρθρον 25.

1. Η παρούσα Συμφωνία τίθεται έν εφαρμογή από της 1ης
Ιουλίου 1969.

2. Η Συμφωνία θά ισχύη δι' έν έτος, από της ήμερομηνίας
θέσεώς της έν εφαρμογή. Αύτη θά παρατείνεται σιωπηρώς
από έτους εις έτος, έφ' όσον ούδέν εκ των Συμβαλλομένων
Μερών δέν καταγγέλλει ταύτην τουλάχιστον τρείς μήνας
πρό της λήξεως της ισχύος της.

Έγένετο έν Αθήναις την 9ην Απριλίου 1969 εις δύο
πρωτότυπα κείμενα εις την Γαλλικήν γλώσσαν.

Διά την Κυβέρνησιν

Διά την Κυβέρνησιν

του Βασιλείου της Ελλάδος της Δημοκρατίας της Γαλλίας
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΤΣΙΣΤΟΠΟΥΛΟΣ JACQUES BAETENS

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(2)

Β. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 250

Περὶ συστάσεως τακτικῶν θέσεων παρὰ τῷ Ν.Π.Δ.Δ. «Ι-
δρυμα—Σιβετιανίδειος Δημοσία Σχολή Τεχνῶν καὶ Ἐπαγ-
γελμάτων», κατ' ἐφαρμογὴν τοῦ Ν. Δ. 169/1969.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ**ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ**

Ἐχόντες ὑπ' ὄψει:

1. Τὰς διατάξεις τῶν ἀρθρῶν 1 καὶ 6 τοῦ Ν.Δ. 169/1969 περὶ τακτοποίησεως ἐκτάκτων ὑπαλλήλων τῶν Δη-
μοσίων Ὑπηρεσιῶν καὶ Ν.Π.Δ.Δ.).

2. Τὴν ὑπ' ἀριθ. 5724/Δ)5.3.1969 (ΦΕΚ Β)162/7.3.1969) ἀπόφασιν τοῦ Πρωθυπουργοῦ, ὡς Ὑπουργοῦ Προ-
εδρίας Κυβερνήσεως.

3. Τὸ ἀρθρον 7 τοῦ Ν.Δ. 350/1969 (ΦΕΚ τ. Α' 251/29.11.1969).

4. Τὴν ὑπ' ἀριθ. Α5)1—6)210/7.2.1970 (ΦΕΚ Β)112/11.2.1970) ἀπόφασιν τοῦ Πρωθυπουργοῦ.

5. Τὴν ὑπ' ἀριθ. 78/28.1.1970 σύμφωνον γνωμοδότησιν τοῦ ΑΣΔΥ.

6. Τὴν ὑπ' ἀριθ. 139/12.2.1970 γνωμοδότησιν τοῦ Συμ-
βουλίου τῆς Ἐπικρατείας, προτάσει τῶν Ἡμετέρων ἐπὶ τῆς
Ἐθνικῆς Παιδείας καὶ Θρησκευμάτων, Ἀναπληρωτοῦ ἐπὶ
τῆς Προεδρίας τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐπὶ τῶν Οἰκονομικῶν
Ὑπουργῶν, ἀπεφασίσαντες καὶ διατάσσοντες:

Ἄρθρον 1.

Συνιστῶνται παρὰ τῷ Ν.Π.Δ.Δ. «ΙΔΡΥΜΑ—ΣΙΒΙΤΑ-
ΝΙΔΕΙΟΣ ΔΗΜΟΣΙΑ ΣΧΟΛΗ ΤΕΧΝΩΝ ΚΑΙ ΕΠΑΓ-
ΓΕΛΜΑΤΩΝ», αἱ ὡς ἔπεται κατὰ κατηγορίας, κλάδους
καὶ βαθμοὺς τακτικαὶ θέσεις ὑπαλλήλων, προστιθέμεναι εἰς
τὰς ὑπὸ τοῦ ἀρθρου 1 τῆς ὑπ' ἀριθ. 89439/8753/19.11.
1957 (ΦΕΚ Β)304/19.11.1957), ὑπουργικῆς ἀποφάσεως
«περὶ διαρρυθμίσεως τῶν τακτικῶν θέσεων ὑπαλλήλων τῆς
Σιβετιανίδειου Δημοσίας Σχολῆς Τεχνῶν καὶ Ἐπαγγελμάτων»,
προβλεπομένης τακτικὰς θέσεις, ὡς συνεπληρώθησαν ὑπὸ
τῶν διατάξεων τοῦ ἀρθρου 1 τοῦ ὑπ' ἀριθ. 657/8.8.1966
(ΦΕΚ Α)157/16.9.1966) Β. Δ. «περὶ βαθμολογικῆς ἀνυ-
ψώσεως θέσεων κλάδων τινῶν ὑπαλλήλων τῆς Σιβετιανίδειου
Δημοσίας Σχολῆς Τεχνῶν καὶ Ἐπαγγελμάτων».

Ι. Διδακτικὸν καὶ Ἐργαστηριακὸν Προσωπικὸν Κατωτέ-
ρας καὶ Μέσης Τεχνικῆς Σχολῆς.

Α'. Κατηγορία.

Κλάδος Α8 καθηγητῶν τεχνικῶν μαθηματικῶν.

Θέσεις μία (1) καθηγητοῦ τεχνικῶν μαθηματικῶν ἐπὶ βα-
θμοῖς καθηγητοῦ ἕως βοηθοῦ Γυμνασιάρχου.

Β' Κατηγορία.

Κλάδος Β6 ἐργαστηριακῶν εκπαιδευτῶν.

Θέσεις δέκα ἐννέα (19) ἐπὶ βαθμοῖς 9φ ἕως 6φ.

ΙΙ. Διοικητικὸν Προσωπικόν.**Α' Κατηγορία.**

Κλάδος Α3 Λογιστικῶς.

Θέσεις μία (1) ἐπὶ βαθμοῖς 8φ ἕως 6φ.

Β' Κατηγορία.

Κλάδος Β2 Γραφείως—Σχεδιαστοῦ.

Θέσεις μία (1) ἐπὶ βαθμοῖς 10φ—6φ.

Κλάδος Β3 Φροντιστοῦ.

Θέσεις μία (1) ἐπὶ βαθμοῖς 11φ ἕως 6φ.

ΙΙΙ. Βοηθητικὸν Προσωπικόν.**Γ' Κατηγορία.**

Κλάδος Γ1 κλητῆρων.

Θέσεις δύο (2) κλητῆρων ἐπὶ βαθμοῖς 13φ ἕως 9φ.

Ἄρθρον 2.

Παρὰ τῷ αὐτῷ Ν.Π.Δ.Δ. συνιστῶνται καὶ αἱ ὡς ἔπεται
νέαι κατὰ κατηγορίας, κλάδους καὶ βαθμοὺς θέσεις προστι-
θέμεναι εἰς τὴν ὀργανικὴν σύνθεσιν τοῦ τακτικοῦ προσωπικοῦ.

Ι. Διδακτικὸν Προσωπικὸν Κατωτέρας καὶ Μέσης Τεχνι-
κῆς Σχολῆς.

Α' Κατηγορία.

Κλάδος Α12 καθηγητῶν μαθημάτων γενικῆς ἐκπαιδεύ-
σεως θέσεις τρεῖς (3) ἐξ ὧν δύο (2) Θεολόγων καὶ μία (1)
Χημικοῦ, ἐπὶ βαθμοῖς καθηγητοῦ ἕως καθηγητοῦ σὺν 1)3.

Κλάδος Α13 καθηγητῶν Σωματικῆς Ἀγωγῆς.

Θέσεις δύο (2) ἐπὶ βαθμοῖς καθηγητοῦ ἕως καθηγητοῦ
σὺν 1)3.

ΙΙ. Διδακτικὸν Προσωπικὸν Ἀνωτέρας Σχολῆς Ἡλεκτρο-
νικῶν.

Α' Κατηγορία.

Κλάδος Α14 καθηγητῶν Ἡλεκτρονικῶν μαθημάτων.

Θέσεις πέντε (5) ἐπὶ βαθμῷ καθηγητοῦ Σχολῶν Ὑπομη-
χανικῶν Ε.Μ.Π.

Κλάδος Α15 καθηγητῶν μαθημάτων φυσικῆς καὶ μαθη-
ματικῶν θέσεις τέσσαρες (4) ἐπὶ βαθμοῖς καθηγητοῦ Σχο-
λῶν Ὑπομηχανικῶν Ε.Μ.Π. ἐξ ὧν δύο (2) τοῦ μαθήματος
τῆς Φυσικῆς καὶ δύο (2) τοῦ μαθήματος τῶν μαθηματικῶν.

Β' Κατηγορία.

Κλάδος Β8 Ἐπιμελητῶν ἐργαστηρίων.

Θέσεις πέντε (5) πτυχιούχων Ἀνωτέρων Σχολῶν Ἡλε-
κτρονικῶν ἐπὶ βαθμοῖς 8φ ἕως 6φ.

ΙΙΙ. Διοικητικὸν Προσωπικόν.**Β' Κατηγορία.**

Κλάδος Β9 Λογιστικῶς—Διαχειριστικῶς.

Θέσεις τέσσαρες (4) ἐπὶ βαθμοῖς 11φ ἕως 6φ.

Κλάδος Β10 Διοικητικῶς.

Θέσεις τρεῖς (3) ἐπὶ βαθμοῖς 11φ ἕως 6φ.

Κλάδος Β11 δακτυλογράφων.

Θέσεις τέσσαρες (4) ἐπὶ βαθμοῖς 11φ ἕως 6φ.

ΙV. Βοηθητικὸν Προσωπικόν.**Γ' Κατηγορία.**

Κλάδος Γ2 Ἀποθηκαρίου ὕλικου.

Θέσεις μία (1) ἀποθηκαρίου ὕλικου ἐπὶ βαθμοῖς 13φ ἕως
8φ.

Ἄρθρον 3.

Ὡς εἰδικὰ τυπικά προσόντα διορισμοῦ εἰς τὸν εἰσγωγικὸν
ἐκδομὸν τῶν διὰ τοῦ ἀρθρου 2 τοῦ παρόντος συνιστωμένων
θέσεων ὁρίζονται τὰ κάτωθι:

α. Διὰ τὸν κλάδον Α12, πτυχίον τῆς Θεολογικῆς Σχολῆς
ἢ τοῦ Χημικοῦ τμήματος τῆς Φυσικομαθηματικῆς Σχολῆς
ἡμεδαποῦ Πανεπιστημίου ἢ ἰσοτίμου Σχολῆς τῆς ἀλλοδαπῆς
διὰ τὴν διδασκαλίαν μαθημάτων τῆς εἰδικότητός των ἢ
συναφούς εἰδικότητος.

β. Διὰ τὸν κλάδον Α13 πτυχίον τῆς Ἐθνικῆς Ἀκαδημίας
Σωματικῆς Ἀγωγῆς.

γ. Διὰ τὸν κλάδον Α14 δίπλωμα Ἀνωτάτης Σχολῆς Ἡλε-
κτρονικῶν ἢ Μηχανολόγου Ἡλεκτρολόγου τοῦ Ἐθνικοῦ Με-
τσόβιου Πολυτεχνείου ἢ Πολυτεχνικῆς Σχολῆς τῆς ἡμεδα-
πῆς ἢ ἰσοτίμου Σχολῆς τῆς ἀλλοδαπῆς ἢ πτυχίον Ραδιοηλε-
κτρολόγου τῆς Φυσικομαθηματικῆς Σχολῆς ἡμεδαποῦ Παν-
επιστημίου ἢ ἰσοτίμου Ἀνωτάτης Σχολῆς τῆς ἀλλοδαπῆς.

δ. Διὰ τὸν κλάδον Α15 πτυχίον τοῦ Φυσικοῦ τμήματος προ-
κειμένου περὶ διδασκαλίας τοῦ μαθήματος τῆς Φυσικῆς ἢ τοῦ
μαθηματικοῦ τμήματος προκειμένου περὶ διδασκαλίας τοῦ μα-
θήματος τῶν μαθηματικῶν Φυσικομαθηματικῆς Σχολῆς ἡμε-
δαποῦ Πανεπιστημίου ἢ ἰσοτίμου Σχολῆς τῆς ἀλλοδαπῆς.

Διὰ τὸς κλάδους Α14 καὶ Α15 ἀπαιτεῖται προσέτι καὶ πενταετὴς διδακτικὴ ἢ ἐπαγγελματικὴ πείρα ἀπὸ τῆς λήψεως τοῦ πτυχίου.

ε. Διὰ τὸν κλάδον Β8 πτυχίον Ἀνωτέρας Σχολῆς Ἡλεκτρονικῶν καὶ τριετὴς ἐργαστηριακὴ ἀπασχόλησις ἢ ἀσκήσις τοῦ ἐπαγγέλματος.

στ. Διὰ τὸν κλάδον Β9, ἀπολυτήριον Γυμνασίου ἢ ἰσοτίμου Σχολῆς Μέσης Ἐκπαίδευσως ἢ πτυχίον Μέσης Ἐπαγγελματικῆς Σχολῆς Λογιστῶν καὶ ἀρτία γνώσις Λογιστικῶν μηχανῶν.

ζ. Διὰ τὸν κλάδον Β40 ἀπολυτήριον ἑξατάξιου Γυμνασίου ἢ ἰσοτίμου Σχολῆς Μέσης Ἐκπαίδευσως.

η. Διὰ τὸν κλάδον Β11 ἀπολυτήριον Γυμνασίου ἢ ἰσοτίμου Σχολῆς Μέσης Ἐκπαίδευσως καὶ ἀρτία γνώσις-δακτυλογραφίας.

θ. Διὰ τὸν κλάδον Γ2 ἀπολυτήριον Δημοτικοῦ Σχολείου.

Εἰς τὸν ἡμέτερον ἐπὶ τῆς Ἑθνικῆς Παιδείας καὶ Θρησκευμάτων Ὑπουργόν, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 21 Μαρτίου 1970

Ἐν Ὄνόματι τοῦ Βασιλέως

Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΖΩΪΤΑΚΗΣ

Ο ΠΡΩΘΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΚΑΙ ΥΠΟΥΡΓΟΣ ΕΘΝΙΚΗΣ ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΙ ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ

Γ. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

ΑΝΑΠΛΗΡ. ΠΡΟΕΔΡ. ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΑΔΑΜ. ΑΝΔΡΟΥΤΣΟΠΟΥΛΟΣ ΙΩΑΝΝΗΣ ΑΓΑΘΑΓΓΕΛΟΥ

Β. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 251

Περὶ τροποποιήσεως τοῦ ὑπ' ἀριθ. 36)1968 Β. Δ. «περὶ παροχῆς προσωρινοῦ χρηματικοῦ βοηθήματος εἰς Χανσενικούς ναυτικούς» (ΦΕΚ 8 Α').

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἐχοντες ὑπ' ὄψιν:

α) Τὰς διατάξεις τοῦ Νόμου 6002)1934 «περὶ προστασίας τῶν ἀνέργων ἐργατῶν θαλάσσης καὶ τῶν οἰκογενειῶν αὐτῶν» (ΦΕΚ 37 Α').

β) Τὸ ἄρθρον μόνον τοῦ Νόμου 6287)1934 περὶ τροποποιήσεως τοῦ Ν. 6002)1934 περὶ προστασίας τῶν ἀνέργων ἐργατῶν θαλάσσης καὶ τῶν οἰκογενειῶν αὐτῶν (ΦΕΚ 330 Α').

γ) Τὸ ἄρθρον 1 τοῦ Α.Ν. 113)1936 «περὶ συμπληρώσεως τοῦ Ν. 6002)1934 περὶ προστασίας τῶν ἀνέργων ἐργατῶν θαλάσσης καὶ τῶν οἰκογενειῶν αὐτῶν».

δ) Τὸν Ν. 3141)1955 περὶ συστάσεως παρὰ τῷ ΓΕΝ Συμβουλίου Ἐμπορικοῦ Ναυτικοῦ (ΦΕΚ 34 Α').

ε) Τὴν κατὰ τὴν ὑπ' ἀριθ. 3159)61)19.12.1969 συνεδρίασιν τῆς ΔΕΟΝ ληφθεῖσαν ἀπόφασιν.

στ) Τὴν ὑπ' ἀριθ. 1)2.2.1970 γνωμοδότησιν τοῦ Σ.Ε.Ν.

ζ) Τὴν ὑπ' ἀριθ. 166)26.2.1970 γνωμοδότησιν τοῦ Σ.τ.Ε. προτάσει τοῦ ἐπὶ τῆς Ἐμπορικῆς Ναυτιλίας Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον μόνον.

Τὸ ἄρθρον 1 τοῦ ὑπ' ἀριθ. 36)1968 Β. Δ. «περὶ παροχῆς προσωρινοῦ χρηματικοῦ βοηθήματος εἰς Χανσενικούς Ναυτικούς», τροποποιεῖται ὡς κάτωθι:

Ἄρθρον 1.

1. Ναυτικοὶ καταστάντες ἢ καθιστάμενοι ἀνίκαναι πρὸς οἰανδήποτε ἐργασίαν συνεπείᾳ προσβολῆς ἐκ τῆς νόσου τοῦ Χάνσεν, δύνανται κατὰ τὸν χρόνον τῆς νοσηλείας τῶν ἐν Δημο-

σίῳ Νοσοκομείῳ Λοιμωδῶν Νόσων ἢ μετὰ τὴν ἐκ τούτου ἐξόδον αὐτῶν νὰ τύχῃσι μηνιαίου χρηματικοῦ βοηθήματος ἐπὶ 5 κατ' ἀνώτατον ὅριον ἔτη, ἐφ' ὅσον κέντηται διετοῦς τούλαχιστον θαλασσίας ὑπηρεσίας ἀπὸ τῆς ἀπογραφῆς τῶν, ἢ 18μήνου τοιαύτης ἐφ' ὅσον ἡ εἰσαγωγή τῶν εἰς Δημόσιον Νοσοκομεῖον Λοιμωδῶν Νόσων ἐπραγματοποιήθη ἢ πραγματοποιεῖται ἐντὸς ἐξαμήνου ἀπὸ τῆς τελευταίας ἐκ τοῦ πλοίου ἀπολύσεως τῶν.

2. Αἱ κατὰ τὸ παρὸν Β. Διάταγμα προϋποθέσεις διὰ τὴν καταβολὴν τοῦ βοηθήματος ἐφαρμόζονται, ἡ μὲν ναυτικὴ ὑπηρεσία ἐκ τῶν Μητρώων Ναυτικῶν τοῦ Ὑπουργείου Ἐμπορικῆς Ναυτιλίας, ἡ δὲ προσβολὴ ἐκ τῆς νόσου Χάνσεν καὶ ἡ συνεπείᾳ ταύτης ἀνικανότης πρὸς ἐργασίαν διὰ βεβαιώσεως τοῦ Δημοσίου Νοσοκομείου Λοιμωδῶν Νόσων.

3. Τὸ κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος Β. Διατάγματος χορηγούμενον μηνιαῖον χρηματικὸν βοήθημα ἀποτελεῖ εἰδικὴν προσωποπαγῇ παροχὴν χορηγουμένην ἐφ' ὅσον ὑφίσταται ἡ κατὰ τὴν παρ. 1 ὁριζομένη ἀνικανότης.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῆς Ἐμπορικῆς Ναυτιλίας Ὑπουργόν, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 18 Μαρτίου 1970

Ἐν Ὄνόματι τοῦ Βασιλέως

Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΖΩΪΤΑΚΗΣ

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΕΜΠΟΡΙΚΗΣ ΝΑΥΤΙΛΙΑΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΙΩΑΝ. ΧΟΛΕΒΑΣ

Β. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 252

Περὶ παροχῆς ἀδείας εἰς τὴν Α. Ε. «ΒΙΟΧΑΛΚΟ—ΑΛΟΥΜΙΝΙΟΝ» ὅπως μεταβιβάσῃ ἀπαλλοτριωθείσαν ὑπὲρ αὐτῆς ἑκτάσιν 50.550 τ.μ. εἰς Οἰνόφυτα Βοιωτίας, εἰς τὴν Α. Ε. «ΒΙΟΧΑΛΚΟ—ΚΑΛΩΔΙΑ».

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἐχοντες ὑπ' ὄψιν:

1. Τὰς διατάξεις τοῦ ἁρθρου 13 τοῦ Ν. Δ. 2176)52 «περὶ μέτρων προστασίας τῆς ἐπαρχιακῆς βιομηχανίας».

2. Τὴν ὑπ' ἀριθ. Ε. 9248)16.8.68 κοινὴν ἀπόφασιν τῶν Ὑπουργῶν Οἰκονομικῶν καὶ Βιομηχανίας περὶ ἀπαλλοτριώσεως ἐκτάσεως ἐμβαδοῦ 50.550 τ.μ. εἰς Οἰνόφυτα Βοιωτίας ὑπὲρ τῆς ἐν Ἀθήναις Α.Ε. «ΒΙΟΧΑΛΚΟ—ΑΛΟΥΜΙΝΙΟΝ» πρὸς ἱδρύσιν ὑπὸ ταύτης νέου ἐργοστασίου παραγωγῆς προϊόντων ἀλουμινίου (Φ.Ε.Κ. 159)τ. Δ')31.8.68).

3. Τὴν ὑπ' ἀριθ. Ε. 9249)14.8.68 κοινὴν ἀπόφασιν τῶν Ὑπουργῶν Οἰκονομικῶν καὶ Βιομηχανίας περὶ ἀπαλλοτριώσεως ἐκτάσεως ἐμβαδοῦ 37.240 τ.μ. εἰς Οἰνόφυτα Βοιωτίας ὑπὲρ τῆς ἐν Ἀθήναις Α. Ε. «ΒΙΟΧΑΛΚΟ—ΚΑΛΩΔΙΑ» πρὸς ἱδρύσιν ὑπὸ ταύτης νέου ἐργοστασίου παραγωγῆς χαλκοῦ καὶ καλωδίων (Φ.Ε.Κ. 159)τ. Δ')31.8.68).

4. Τὰς διατάξεις τοῦ Α. Ν. 65)67 καὶ τῆς εἰς ἐκτέλεσιν τοῦτο ἐκδοθείσης ὑπ' ἀριθ. 91533)67 κοινῆς ἀποφάσεως τοῦ Ἀντιπροέδρου τῆς Κυβερνήσεως καὶ τῶν Ὑπουργῶν Οἰκονομικῶν καὶ Βιομηχανίας «περὶ διατηρήσεως Συμβουλίων καὶ Ἐπιτροπῶν τοῦ Ὑπουργείου Βιομηχανίας».

5. Τὴν ὑπ' ἀριθ. 15583)70 ἀπὸ κοινοῦ αἴτησιν τῶν Ἐταιρειῶν Α. Ε. «ΒΙΟΧΑΛΚΟ—ΑΛΟΥΜΙΝΙΟΝ» καὶ Α. Ε. «ΒΙΟΧΑΛΚΟ—ΚΑΛΩΔΙΑ», περὶ παροχῆς ἀδείας μεταβιβάσεως τῆς ἐν παραγράφῳ 2 τοῦ παρόντος ἀπαλλοτριωθείσης ὑπὲρ τῆς Α. Ε. «ΒΙΟΧΑΛΚΟ—ΑΛΟΥΜΙΝΙΟΝ» ἐκτάσεως εἰς τὴν Α. Ε. «ΒΙΟΧΑΛΚΟ—ΚΑΛΩΔΙΑ», ἐπὶ σκοπῷ ἱδρύσεως ὑπὸ ταύτης τοῦ ἐν τῇ παραγράφῳ 3 ἐργοστασίου, ἐπὶ ἐκτάσεως 87.790 τ.μ., προτάσει τοῦ ἡμετέρου ἐπὶ τῆς Βιομηχανίας Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον μόνον.

Παρέχουμεν τὴν ἄδειαν εἰς τὴν Α. Ε. «ΒΙΟΧΑΛΚΟ—ΑΛΟΥΜΙΝΙΟΝ», ὅπως μεταβιβάσῃ εἰς τὴν Α. Ε. «ΒΙΟΧΑΛΚΟ—ΚΑΛΩΔΙΑ» τὴν περιελθούσαν εἰς αὐτὴν ἐξ ἀναγκαστικῆς ἀπαλλοτριώσεως, κηρυχθεῖσης διὰ τῆς ὑπ' ἀριθ. Ε. 9248/16.8.68 κοινῆς ἀποφάσεως τῶν Ὑπουργῶν Οἰκονομικῶν καὶ Βιομηχανίας, ἐκτασιν τῶν 50.550 τ.μ. εἰς Οἰνόφυτα Βοιωτίας, ἐπὶ σκοπῷ ἰδρύσεως ὑπὸ τῆς ὑπὲρ ἧς ἡ μεταβίβασις Α.Ε. «ΒΙΟΧΑΛΚΟ—ΚΑΛΩΔΙΑ» τοῦ ἐν παραγράφῳ 3 τοῦ παρόντος ἐργαστασίου, ἐπὶ ἐκτάσεως 87.790 τ.μ., ὡς ἡ μεταβιβαζομένη ἐκτασις εἰκονίζεται εἰς τὸ ἀπὸ Νοεμβρίου 1966 κτηματολογικὸν διάγραμμα καὶ εἰς τὸν ἐπ' αὐτοῦ κτηματολογικὸν πίνακα «ΒΙΟΧΑΛΚΟ—ΑΛΟΥΜΙΝΙΟΝ» τῶν Μηχανικῶν Δημητρίου Λεωνίδα καὶ Μ. Κορινάκου, δεόντως τεθεωρημένου τὴν 27.1.68 ὑπὸ τῆς Δ)νσεως Γ' τῆς Γενικῆς Διευθύνσεως Βιομηχανίας τοῦ Ὑπουργείου Βιομηχανίας.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἀρχεῖται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῆς Βιομηχανίας Ὑπουργόν, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 20 Μαρτίου 1970

Ἐν Ὄνόματι τοῦ Βασιλέως

Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΖΩΓΙΤΑΚΗΣ

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΒΙΟΜΗΧΑΝΙΑΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΚΩΝΣΤ. ΚΥΠΡΑΙΟΣ

ΑΠΟΦΑΣΕΙΣ

(5)

Περὶ τροποποιήσεως καὶ συμπληρώσεως ἀποφάσεως Ν. Ε. (συν. 1444)1)3.11.64) «περὶ ἐλέγχου πωλήσεων ἐπὶ πιστώσει».

(Ἀπόσπασμα πρακτικῶν τῆς ὑπ' ἀριθ. 1556)17.3.70 Συνεδριάσεως τῆς Νομισματικῆς Ἐπιτροπῆς).

ΝΟΜΙΣΜΑΤΙΚΗ ΕΠΙΤΡΟΠΗ

Ἡ Νομισματικὴ Ἐπιτροπὴ ἀναφερομένη εἰς τὴν ἀπόφασιν αὐτῆς (συν. 1344)1)3.11.64), ἀπεφάσισε:

Τροποποιῶσα καὶ συμπληροῦσα ἐν προκειμένῳ τὴν ἐν λόγῳ ἀπόφασιν τὰ κάτωθι:

Α' Τὴν ἀντικατάστασιν τοῦ ἐν παραγράφῳ Γ' ὑπ' ἀριθ. 5 ἐδαφίου ὡς ἀκολούθως:

(5ον) Διὰ τὰ λεωφορεῖα ΠΟΥΑΜΑΝ ἐλάχιστον εἰσπρακτέον τοῖς μετρητοῖς ποσὸν 25 ο)ο τοῦ ὅλου τιμήματος καὶ μέγιστον χρονικὸν διάστημα οἱ 48 μῆνες.

Β'. Τὴν ἀντικατάστασιν τοῦ ἐν παραγράφῳ Γ' ὑπ' ἀριθ. 6 ἐδαφίου ὡς τοῦτο συνεπληρώθη διὰ τῆς ὑπ' ἀριθ. 1476)6)21.10.1967 ἀποφάσεως τῆς Νομισματικῆς Ἐπιτροπῆς ὡς κάτωθι:

(6ον) Διὰ τὰ φορτηγὰ αὐτοκίνητα δημοσίας χρήσεως, αὐτοκίνητα ψυγεία καὶ τὰ Λεωφορεῖα δημοσίας χρήσεως, (εἴτε πρόκειται περὶ πλήρων τοιούτων, εἴτε περὶ τῶν πλαισίων ἢ ἀμαξωμάτων αὐτῶν κεχωρισμένως) ἀπάντων τῶν ἀνωτέρω, ἀγοραζομένων εἴτε εἰς ἀντικατάστασιν τῶν ἐν χρήσει πεπαιλωμένων τοιούτων, εἴτε διὰ νὰ τεθῶσιν τὸ πρῶτον εἰς κυκλοφορίαν, τὸ ἐλάχιστον εἰσπρακτέον τοῖς μετρητοῖς ποσὸν τοῦ ὅλου τιμήματος καθορίζεται:

α) Διὰ τὰ κατὰ τὰ ἀνωτέρω φορτηγὰ καὶ ψυγεία αὐτοκίνητα ὡς καὶ τὰ λεωφορεῖα τὰ ἐντεταγμένα εἰς τὰ ἀττικὰ ἢ ὑπεραστικά Κ.Τ.Ε.Α. τῆς περιφερείας Πρωτευούσης εἰς 25 ο)ο.

β) Διὰ τὰ λεωφορεῖα τὰ ἐντεταγμένα εἰς τὰ ἐπαρχιακὰ (ἀττικὰ ἢ ὑπεραστικά) Κ.Τ.Ε.Α. εἰς 15ο)ο.

Ἀστιστοίχως τὸ μέγιστον χρονικὸν ὄριον ἐξοφλήσεως τοῦ ἐπὶ παρεχομένη πιστώσει, τιμήματός των ὀρίζεται:

αα) Διὰ τὰ λεωφορεῖα μείζονος τύπου δημοσίας χρήσεως, αὐτοκίνητα ψυγεία, φορτηγὰ αὐτοκίνητα δημοσίας χρήσεως, ὑπεραστικά λεωφορεῖα, οἱ 48 μῆνες.

ββ) Διὰ τὰ λεωφορεῖα, τὰ ἀγοραζόμενα Ι) παρὰ λεωφορειούχων ἐντεταγμένων εἰς ἐπαρχιακὰ Κ.Τ.Ε.Α. (πλὴν τοῦ 8ου Ἀττικῆς) οἱ 96 μῆνες, ΙΙ) παρὰ λεωφορειούχων ἐντεταγμένων εἰς τὰ λοιπὰ Κ.Τ.Ε.Α. συμπεριλαμβανομένου καὶ τοῦ 8ου Ἀττικῆς, οἱ 60 μῆνες.

γγ) Διὰ τὰ αὐτοκίνητα ψυγεία, ἐφ' ὅσον ἡ ἀξία ἐκάστου υπερβαίνει τὰς δραχ. 900.000 οἱ 72 μῆνες.

Γ'. Τὴν προσθήκην ἐν παραγράφῳ ΙΙ)1 τῆς προαναφερομένης ὑπ' ἀριθ. 1344)64 ἀποφάσεως καὶ μετὰ τὰ ἐνδεικτικῶς ἀναφερόμενα γεωργικὰ κλπ. μηχανήματα ὡς εἶδη διαρκείας, τῆς ἀκολούθου διατάξεως:

«Ὡς εἶδη διαρκείας ἐνδεικτικῶς σημειοῦνται καὶ τὰ κάτωθι ἀλλευτικά εἶδη:

α) Ἀλλευτικά δίκτυα.

β) Ἰχθυοανιχνευτικά βυθόμετρα».

Ἡ παρούσα ἀπόφασις δημοσιευομένη εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως συμφώνως πρὸς τὸ Ν. Δ. 588)48 καὶ 3838) 1958 ἰσχύει μετὰ εἰκοσάημερον ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς της.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 24 Μαρτίου 1970

Ὁ Ὑποδιευθυντὴς
ΠΑΝ. ΚΑΜΠΕΡΟΣ